



MARS, DANS L'ÉDUCATION GRÈVE FÉMINISTE ET RECONDUCTIBLE !

Les contre-réformes s'enchaînent, attaquant les droits des femmes : le 8 mars, tou·tes dans la rue... et après, on continue !

Les contre-réformes se sont succédées depuis quelques mois, et n'ont fait qu'accentuer les inégalités entre les hommes et les femmes dans l'éducation, au lieu de les résorber. Concernant les retraites, le travail reproductif et domestique, non rémunéré, qui entraîne des carrières hachées et des temps partiels, n'a pas été pris en compte, malgré une lutte acharnée. C'est la même logique qui est à l'œuvre concernant le Pacte : outre le fait que cette non-revalorisation est rejetée par l'ensemble des enseignant·es, les femmes en sont davantage victimes pour les mêmes raisons. Pour nous, travailleur·euses de l'éducation, les conséquences de notre système patriarcal se manifestent au quotidien !

Pour une revalorisation des métiers de l'éducation et du soin

D'abord, par les bas salaires et les conditions de travail pitoyables pour les métiers les plus féminisés de l'Éducation nationale : salaires de misère, services découpés entre une multitude d'établissement, refus de reconnaissance des compétences d'accompagnement nécessaires pour les AESH, temps partiels subis notamment chez les AED. Les postes les mieux rémunérés et les plus éloignés des salles de classe sont largement occupés par des hommes qui décident pour ceux qui sont en face des élèves tous les jours, avec de moins en moins de moyens et des conditions d'enseignement de plus en plus difficiles. La non-reconnaissance des métiers du soin et de l'éducation par le système patriarcal est encore une fois à l'œuvre à tous les niveaux de l'éducation, de la crèche à l'université.

Un système éducatif façonné par l'hétéro-patriarcat

Les stigmates du sexisme sont présents à tous les niveaux de l'éducation :

- ★ culture du viol, harcèlement sexiste et agressions du collège à l'enseignement supérieur, entre élèves mais aussi au sein et par le corps éducatif, avec des réactions des établissements allant de timorées jusqu'à la protection des agresseurs.

- ★ propos dégradants, sexistes, homophobes et transphobes imprègnent nos salles de classe, par le discours de certain·es enseignant·es, des manuels scolaires et des programmes eux même. Entre féminisme essentialiste, transphobie, putophobie, et invisibilisation des femmes et des personnes minorisées, le chemin vers l'abolition de l'hétéro-patriarcat est encore long dans tous les établissements scolaires ! Les relents réactionnaires sur l'uniforme et les tenues des élèves n'est qu'une démonstration de plus que le contrôle du corps des femmes et des minorisé·es doit se faire dès le plus jeune âge.

- ★ orientations genrées, qui éloignent consciemment ou inconsciemment les femmes et les minorités de genre de certaines filières d'excellence (quoique nous soyons pour l'abolition de ces filières, force est de constater qu'elles sont un instrument de plus du système capitaliste patriarcal pour maintenir les pauvres et les minorités de genre à leur place en bas de l'échelle sociale). Face à ces problèmes, les réponses de la hiérarchie sont bien faibles. Le travail des référent·es égalités est instrumentalisé par l'institution, pour construire un discours emprunt de bonne conscience alors que sur le fond, les inégalités persistent. Pour cause, le peu de place donnée à l'éducation à la vie affective et sexuelle (alors que c'est obligatoire !) démontre le mépris du Ministère quand aux inégalités et aux violences qui peuvent s'exercer dans la sphère domestique. La même logique est à l'œuvre quand en octobre les sénateur·rices adoptent une loi contre l'écriture inclusive.

Pour une éducation anti-patriarcale et autogestionnaire !

Nous exigeons dès maintenant :

- ★ une revalorisation des salaires de tous les personnels, avec augmentation progressive jusqu'à disparition des différences et des inégalités salariales ;

- ★ l'organisation égalitaire, anti-sexiste et démocratique de la gestion des établissements par la communauté scolaire (personnels et usager·es, de façon paritaire, dans le respect des rôles de chacun·e).